

Art. 4. De werklieden en werksters die, om zich naar hun werk te begeven, een verplaatsing moeten doen van 5 kilometer of meer tussen woning en werkplaats, ongeacht het gebruikte vervoermiddel, hebben recht ten laste van de werkgever op een terugbetaling van 50 pct. van de prijs van een sociaal abonnement, 2e klasse van de N.M.B.S. voor de afgelegde afstand.

Art. 5. De terugbetaling van de kosten geschiedt ten minste maandelijks.

Art. 6. Onverminderd de bepalingen voorzien in de artikelen 3 en 4, blijven gunstiger toestanden inzake vervoer en terugbetaling van vervoerkosten in het vlak van de onderneming of het gewest behouden.

Art. 7. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1982 en is gesloten voor een onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door een van de partijen met een opzeggingstermijn van drie maanden, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de orthopedische schoeisel. De termijn van drie maanden begint te lopen vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter is gestuurd. De opzeggingstermijn mag evenwel ten vroegste een aanvang nemen op 1 januari 1984.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1982.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

Art. 4. Les ouvriers et ouvrières qui doivent se déplacer pour se rendre à leur travail, sur une distance de 5 kilomètres ou plus entre le domicile et le lieu de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé, ont droit à charge de l'employeur, au remboursement de 50 p.c. du prix d'un abonnement social, 2e classe de la S.N.C.B. pour la distance parcourue.

Art. 5. Le remboursement des frais se fait au moins mensuellement.

Art. 6. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 3 et 4, les situations plus favorables en matière de transport et de remboursement des frais de transport sur le plan de l'entreprise ou de la région sont maintenues.

Art. 7. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1982 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties, moyennant un préavis de trois mois, par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les chaussures orthopédiques. Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président. Toutefois le préavis ne peut commencer qu'au plus tôt le 1er janvier 1984.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 4 août 1982.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

## EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

### REGION WALLONNE

F. 82 — 1424

28 JUILLET 1982. — Arrêté de l'Exécutif réglant, pour la Région wallonne, la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, et notamment l'article 31, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1972;

Vu la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles, le 10 juin 1970, et approuvée par la loi du 29 juillet 1971;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et notamment l'article 6, § 1er, III, 5°;

Vu la décision M (72) 18 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 30 août 1972, relative à la protection des oiseaux;

Vu la deuxième décision M (76) 15 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 24 mai 1976 relative à la protection des oiseaux;

Vu la directive 79/409/C.E.E. du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, et notamment l'article 9, 1, c;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux, et notamment les articles 6 et 9;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement de fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant la nécessité de permettre l'approvisionnement au cours de la prochaine saison de capture;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Dans le présent arrêté, on entend par « le Ministre », le Ministre de la Région wallonne qui a la tenderie dans ses attributions.

#### CHAPITRE Ier. — Contrôle des oiseaux détenus

Art. 2. § 1er. Définition de l'inventaire des oiseaux détenus.

Dans la Région wallonne, l'inventaire visé à l'article 6, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux est constitué par un cahier d'inventaire régulièrement tenu à jour et dont la couverture et les pages sont conformes aux annexes I et II du présent arrêté.

A l'exception de la couverture les pages de ce cahier sont numérotées de façon ininterrompue de 1 à 60.

Ces cahiers d'inventaire sont édités et mis à la disposition des détenteurs d'oiseaux par les groupements d'amateurs d'oiseaux et de pinsonniers agréés conformément à l'article 9 du présent arrêté.

Ces groupements délivrent ces cahiers d'inventaire après enregistrement aux mêmes conditions à leurs membres et aux personnes non affiliées. Ils ne peuvent exiger que le prix de revient du cahier d'inventaire, augmenté d'une somme qui ne peut dépasser 20 p.c. du prix de revient.

Les groupements agréés tiennent la liste des personnes auxquelles ils ont délivré un cahier d'inventaire et indiquent sur cette liste le numéro d'ordre du cahier d'inventaire.

Copie de cette liste est adressée, au plus tard le 31 mars, de chaque année, à l'ingénieur principal-chef de service de l'Administration des Eaux et Forêts du district du domicile des intéressés.

La couleur du cahier d'inventaire est rouge lorsqu'il s'agit d'oiseaux qui, en vertu des dispositions du présent arrêté, sont munis d'une bague fermée, et la couleur est verte pour les oiseaux munis d'une bague ouverte.

## § 2. Utilisation des cahiers d'inventaire.

1. Le détenteur d'un cahier d'inventaire doit utiliser une page par oiseau. Toutes les mentions qui figurent sur la page doivent être complétées. Pour la désignation des oiseaux, seuls les noms figurant à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux doivent être utilisés.

Le volet n° 1 doit toujours rester en possession du premier propriétaire de l'oiseau.

Le volet n° 2 vaut certificat de propriété et de transport de l'oiseau et doit toujours accompagner celui-ci. Lors d'échange ou de cession d'oiseaux, ce volet est remis au nouveau propriétaire qui remplit une nouvelle feuille de son registre sur la base des données reprises dans ce volet et le conserve.

Le volet n° 3 est envoyé au groupement qui a délivré le cahier d'inventaire, par envoi annuel et sur indication de ce groupement.

2. Les groupements agréés font parvenir pour le 1er janvier de chaque année à l'Administration centrale des Eaux et Forêts un tableau synoptique par espèce et par province des oiseaux nés en captivité.

L'exactitude des renseignements fournis pourra être vérifiée directement par l'Administration centrale des Eaux et Forêts auprès du Secrétariat des groupements agréés.

3. Les personnes chargées de la surveillance de la chasse, conformément à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, sont chargées spécialement du contrôle des cahiers d'inventaire.

Elles visent le cahier d'inventaire lorsque les obligations imposées par la réglementation sont respectées. Dans la négative, procès-verbal est dressé.

**Art. 3.** Le détenteur d'oiseaux vivants appartenant aux espèces citées à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 doit les munir d'une bague adaptée à la patte, selon les modalités suivantes.

Sont munis d'une bague ouverte : les oiseaux qui sont capturés en vertu du présent arrêté.

Sont munis d'une bague fermée : les oiseaux qui sont nés en captivité. Pour ceux-ci, les bagues doivent être fixées à leur patte dès la sortie du nid.

Les bagues doivent répondre aux normes prescrites dans l'annexe III du présent arrêté.

Les bagues délivrées régulièrement et placées à la patte d'un oiseau avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, restent valables jusqu'à ce que l'oiseau qui en était pourvu, ait disparu.

Les bagues ouvertes sont distribuées par le Ministre aux conditions qu'il détermine. Les bagues fermées sont fournies par une firme désignée par le Ministre.

Après pose de la bague à la patte de l'oiseau, le numéro de la bague est inscrit sur chaque volet dans la page correspondante du cahier d'inventaire mentionné à l'article 2.

Lorsqu'un oiseau figurant dans un cahier d'inventaire meurt ou est mis en liberté, la bague utilisée est enlevée de la patte de l'oiseau et collée sur le volet n° 2 à la place y indiquée. Ce volet est alors envoyé au groupement qui a délivré le cahier d'inventaire, par envoi annuel et sur indication de ce groupement.

A son tour, ce groupement adressera globalement et annuellement pour le 31 mars au plus tard, l'ensemble des volets n° 2 ainsi que les bagues y afférentes, à l'Administration Centrale des Eaux et Forêts.

**Art. 4.** Un cahier d'inventaire ne peut être obtenu et des oiseaux ne peuvent être détenus que par des personnes qui n'ont pas été condamnées depuis moins de cinq ans pour infraction aux dispositions de la loi du 28 février 1882 sur la chasse et de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux ou aux arrêtés pris en exécution de ceux-ci.

Néanmoins, les interdictions précitées sont applicables à vie dans le cas de condamnation pour usage de filet dit « japonais ».

Les détenteurs de cahiers d'inventaire s'engagent également à accepter tout contrôle et à faciliter les opérations nécessaires en vue de leur exécution.

En cas de condamnation d'une de ces personnes pour infraction aux lois et règlements relatifs à la protection des oiseaux, il est fait application de l'article 10 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 sur la protection des oiseaux.

Lorsque le détenteur d'un registre s'oppose au contrôle ou use de procédés frauduleux pour induire en erreur les personnes chargées de ce contrôle, il est fait application des mêmes dispositions qu'en cas de détention d'oiseaux non autorisés.

## CHAPITRE II. — Approvisionnement limité en oiseaux

**Art. 5.** Le Ministre détermine chaque année les espèces d'oiseaux pouvant être capturées, la période de capture ainsi que le nombre de bagues ouvertes délivrées à chaque captureur pour la saison de capture.

**Art. 6.** Les personnes qui participent à l'approvisionnement doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- être domiciliées en Belgique;
- avoir atteint l'âge de vingt et un ans accomplis;
- n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation pour attentat contre les personnes ou contre les propriétés;
- n'avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'aucune condamnation pour maraudage ou délit de chasse;
- être titulaire d'une licence annuelle de capture telle que définie à l'article suivant;
- être membre d'un groupement agréé.

**Art. 7. 1.** Une licence annuelle et nominative de capture conforme à l'annexe V du présent arrêté est délivrée par les groupements agréés aux candidats approvisionneurs après réussite d'un examen dont les conditions d'organisation sont définies par le Ministre.

Néanmoins, cette licence annuelle pourra être délivrée par les groupements agréés sans examen préalable aux détenteurs au 1er septembre 1982 d'un inventaire visé à l'article 6, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux, qui ont participé activement à au moins une période de capture au cours des 3 dernières années à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté. En cas de contestation, il appartient aux groupements intéressés de fournir la preuve de la validité de la licence délivrée. Le prix de vente de la licence ne pourra excéder de 20 p.c. son prix de revient.

2. Le nombre total de licences délivrées annuellement pour l'ensemble de la Région wallonne ne pourra dépasser 4 300.

Le Ministre déterminera chaque année le nombre de licences pouvant être délivrées par chaque groupement agréé, sur base du nombre de listes de baguage dont question à l'article 8, § 2, du présent arrêté.

Toutefois, pour la saison de capture 1982, ce nombre sera déterminé par le Ministre après consultation des groupements agréés.

3. La licence devra être exhibée sur le terrain, à toute demande d'une des personnes chargées de la surveillance de la chasse conformément à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Art. 8. § 1er. Par application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972, les oiseaux appartenant aux espèces déterminées par le Ministre peuvent être capturés durant la période d'approvisionnement définie par lui, aux conditions suivantes et ce, dans le cadre de l'approvisionnement prévu aux articles 5 et 6.

Seuls les oiseaux posés peuvent être capturés uniquement au moyen de cages non-automatiques. Par cages non-automatiques, il faut entendre les cages où l'intervention de l'homme est nécessaire pour permettre la capture d'oiseaux, ainsi que les cages où l'oiseau n'est définitivement capturé que suite à une intervention de l'homme; celui-ci peut lui-même actionner le mécanisme de fermeture.

Les cages doivent obligatoirement présenter la forme d'un parallépipède rectangle et correspondre à un des quatre types suivants :

1. longueur 100 cm × largeur 50 cm × hauteur 5 cm;
2. longueur 100 cm × largeur 50 cm × hauteur 10 cm;
3. longueur 60 cm × largeur 40 cm × hauteur 20 cm;
4. longueur 100 cm × largeur 38 cm × hauteur 13 cm.

Les parois des cages peuvent être faites de treillis métalliques, de grillages, de tissages composés de fibres synthétiques ou naturelles, etc., mais ces parois doivent former des panneaux plus ou moins plats, limités chacun par quatre arrêtes.

Par dérogation à ce qui précède et afin de ne pas assommer l'oiseau se trouvant dans le volume de capture constitué par un des parallépipèdes rectangles décrits ci-dessus, la paroi mobile supérieure, et elle seule, peut présenter une bourse dont la hauteur mesurée au centre de cette paroi ne dépassera toutefois pas 20 cm par rapport au plan horizontal constitué par le plan supérieur de la cage.

Seule, la paroi supérieure de la cage peut être mobile. Son pivotement doit se trouver à un cm de la moitié de la largeur dans le plan horizontal constitué par cette paroi.

Les cages ne peuvent être enterrées totalement ou partiellement.

Les appâts peuvent être placés à l'intérieur de ces cages, mais leur hauteur ne peut dépasser le plan horizontal formé par la paroi mobile supérieure lorsqu'elle est rabattue.

Une personne ne peut avoir que quatre cages sur le terrain de capture. Elle ne peut faire usage de ces quatre cages qu'aux endroits qu'elle a fait connaître par une simple déclaration écrite sur papier libre, à la police locale, avant l'ouverture de la période d'approvisionnement. En cas de changement d'endroit de capture en cours de période, la modification devra être communiquée à la police locale de la même manière, dans les vingt-quatre heures qui suivent ce changement. L'autorisation écrite du propriétaire du terrain où s'effectue la capture, ou de son ayant droit, est nécessaire. Le captureur doit être porteur de cette autorisation.

L'emploi d'appelants, placés dans des cages de dimensions quelconques, est autorisé.

§ 2. Les oiseaux capturés sont munis le jour même de leur capture, avant de quitter le terrain, et au plus tard une demi-heure après le coucher du soleil, d'une bague ouverte qui satisfait aux conditions mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

De plus, ils sont inscrits le jour même sur une liste de baguage conforme au modèle faisant l'objet de l'annexe IV du présent arrêté. Cette liste de baguage est remplie sans interligne ou surcharge et est envoyée immédiatement après la fin de la période

d'approvisionnement, aux groupements agréés qui ont délivré les bagues. Ces groupements envoient les listes de baguage, avant le 1er janvier de l'année qui suit la période d'approvisionnement, à l'ingénieur principal-chef de service de l'Administration des Eaux et Forêts du ressort dans lequel sont domiciliés les approvisionneurs.

Les bagues non utilisées sont également renvoyées à ce fonctionnaire par les groupements. Aux listes de baguage est joint un tableau synoptique, établi par province, mentionnant le nombre d'oiseaux de chaque espèce capturés par les approvisionneurs du groupement.

En cas de mort ou de mise en liberté d'un oiseau capturé, la bague employée est enlevée de la patte de l'oiseau et collée dans la dernière colonne de la liste de baguage, face aux indications relatives à sa capture.

Les oiseaux capturés seront inscrits, le jour même de leur capture ou de leur remise, au cahier d'inventaire, visé à l'article 2 du présent arrêté, soit par la personne qui les capture, soit par les personnes auxquelles les oiseaux sont remis.

### CHAPITRE III

#### Reconnaissance des groupements d'amateurs d'oiseaux ou de pinsonniers

Art. 9. Le Ministre peut agréer des groupements d'amateurs d'oiseaux ou de pinsonniers. Pour pouvoir être agréés, ces groupements doivent satisfaire aux conditions suivantes :

— grouper des personnes s'occupant de la détention et de l'élevage d'oiseaux, ou de la participation aux concours de chant pour pinsons;

— posséder la personnalité juridique;

— déployer une activité réelle au moins dans trois provinces situées en Région wallonne.

La reconnaissance est valable pour trois ans. Elle est renouvelable.

S'il est constaté que le groupement commet, fait commettre ou favorise des infractions à la réglementation sur la protection des oiseaux, le groupement ne sera plus agréé.

### CHAPITRE IV. — Dispositions générales

Art. 10. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées, prouvées, poursuivies et punies conformément à la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Art. 11. L'arrêté ministériel du 17 septembre 1973 réglant la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux, n'est plus d'application en Région wallonne.

Art. 12. Par dérogation à l'article 11, et à titre transitoire jusqu'au 31 mars 1983, les registres dont question à l'article 1er, § 1er, de l'arrêté ministériel du 17 septembre 1973, pourront encore être utilisés en lieu et place des cahiers d'inventaire décrits à l'article 2, § 1er, du présent arrêté.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 juillet 1982.

Pour le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de la Tutelle et des Relations extérieures, absent :

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,

A. BERTOUILLE

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

M. WATHELET

Annexe I

(couverture sur papier format A4 200g/m<sup>2</sup>)

CAHIER D'INVENTAIRE D'OISEAUX DETENUS VISES A L'ANNEXE 2  
DE L'ARRETE ROYAL DU 20 JUILLET 1972

DELIVRE PAR : .....

PROPRIETAIRE DES OISEAUX : .....

N° D'ORDRE DU CAHIER D'INVENTAIRE .....

VERIFIE PAR

NOMS .....				
QUALITES .....				
SIGNATURES .....				
DATES .....				

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 réglant pour la Région wallonne la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux.

Pour le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de la Tutelle et des Relations extérieures, absent :

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,

A. BERTOUILLE

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

M. WATHELET

(page sur papier format A4 125g/m<sup>2</sup>)

**VOLET N° 1.**

ESPECE : .....  
 NE ou CAPTURE LE : .....  
 PORTEUR DE LA BAGUE : .....  
 EST LA PROPRIETE DE : .....  
 IL A ETE CEDE A : .....  
 LE ..... 19 .....

Premier, SIGNATURES  
 des  
 PROPRIETAIRES Second,

OISEAU DECEDE RELACHE  
 CEDE  
 LE .....  
 VOLET N° 3 TRANSMIS  
 LE .....

(Ce volet doit toujours rester en possession du premier propriétaire.)

**VOLET N° 2.**

ESPECE : .....  
 NE ou CAPTURE LE : .....  
 PORTEUR DE LA BAGUE : .....  
 EST LA PROPRIETE DE : .....  
 IL A ETE CEDE A : .....  
 LE ..... 19 .....

Premier, SIGNATURES  
 des  
 PROPRIETAIRES Second,

OISEAU DECEDE OU RELACHE  
 LE .....  
 (Bague rendue inutilisable)

(Ce volet constitue le certificat de propriété de l'oiseau.)

**VOLET N° 3:**

ESPECE : .....  
 NE ou CAPTURE LE : .....  
 PORTEUR DE LA BAGUE : .....  
 EST LA PROPRIETE DE : .....  
 LE ..... 19 .....

SIGNATURE  
 du  
 PROPRIETAIRE

OISEAU REÇU  
 LE .....  
 DE .....

(Ce volet est envoyé, après avoir été complété, au groupement qui a délivré le cahier d'inventaire.)

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 réglant pour la Région wallonne la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux.

Pour le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de la Tutelle et des Relations extérieures, absent :

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,  
 A. BERTOUILLE

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,  
 M. WATHELET

## Annexe III

Caractéristiques auxquelles doivent satisfaire les bagues fixées à la patte d'oiseaux qui appartiennent à des espèces mentionnées à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 et qui sont détenues par des particuliers.

*A. Bagues fermées :*

1. Les bagues doivent être fabriquées de façon à ne pas pouvoir être modifiées par des moyens physiques ou chimiques.

2. Les bagues doivent être cylindriques et les deux ouvertures doivent avoir le même diamètre.

3. Le diamètre de chaque bague doit être adapté à l'espèce d'oiseau de façon telle que la bague ne peut être fixée à la patte d'un oiseau adulte de cette espèce sans blesser la patte.

4. Les bagues doivent être anodisées.

5. Chaque bague porte un numéro composé, mentionnant au moins les deux derniers chiffres du millésime au cours duquel la bague est utilisée, les lettres d'identification du groupement qui a délivré la bague et un numéro d'une série ininterrompue comprenant au moins quatre chiffres. La première bague de chaque série porte le numéro 0001.

*B. Bagues ouvertes :*

1. Les bagues doivent être fabriquées de façon à ne pas pouvoir, une fois fermées autour de la patte, être enlevées de la patte de l'oiseau sans se casser ou sans blesser la patte de l'oiseau.

2. Le diamètre des bagues après fermeture doit être adapté à chaque espèce.

3. Chaque bague porte un numéro composé, mentionnant les deux derniers chiffres du millésime au cours duquel la bague est distribuée et un numéro d'une série ininterrompue, composé au moins de quatre chiffres. La première bague de chaque série porte le numéro 0001.

Toutefois, les bagues distribuées par le Ministre de l'Agriculture avant le 1er janvier 1976, restent valables jusqu'à la disparition des oiseaux à la patte desquels ces bagues ont été fixées.

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 réglant pour la Région wallonne la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux.

Pour le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon  
chargé de la Tutelle et des Relations extérieures, absent :

Le Ministre de la Région wallonne  
pour le Logement et l'Informatique,

A. BERTOUILLE

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,  
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt  
pour la Région wallonne,

M. WATHELET

## Annexe IV

(liste de baguage)

Liste de baguage des oiseaux mentionnés à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972

et capturés par le soussigné .....

..... (nom et adresse)

désigné par ..... (nom du groupement)

Date	Numéro de la bague	Espèce	Sexe	Transmis à	Bague détruite
				Nom le	

Je déclare avoir rempli correctement cette liste (signature)

Envoyé au groupement ....., le .....

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 réglant pour la Région wallonne la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux.

Pour le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de la Tutelle et des Relations extérieures, absent :

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,

A. BERTOUILLE

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

M. WATHELET

## Annexe V

(licence de capture)

Licence année	Sigle ou cachet du groupement	Numéro d'ordre
Nom du titulaire :  Prénom :  Adresse :	Signature du responsable du groupement	Signature du titulaire

**Caractéristiques :** format 21 mm x 14 mmpoid : 160 gr/m<sup>2</sup>

couleur : variable chaque année.

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 réglant pour la Région wallonne la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux.

Pour le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de la Tutelle et des Relations extérieures, absent :

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,

A. BERTOUILLE

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

M. WATHELET



## ÜBERSETZUNG

## WALLONISCHE REGION

D. 82 — 1424

28. JULI 1982. — Erlass der Exekutive zur Regelung für die Wallonische Region des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz

Aufgrund des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 und insbesondere des Artikels 31, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 1972;

Aufgrund des am 10. Juni 1970 in Brüssel unterzeichneten und durch das Gesetz vom 29. Juli 1971 genehmigten Benelux-Abkommens in Sachen Jagdwesen und Vogelschutz;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und insbesondere des Artikels 6, § 1, III, Punkt 5;

Aufgrund des Beschlusses M (72) 18 des Komitees der Minister der Benelux-Wirtschaftsunion vom 30. August 1972 über den Vogelschutz;

Aufgrund des zweiten Beschlusses M (76) 15 des Komitees der Minister der Benelux-Wirtschaftsunion vom 24. Mai 1976 über den Vogelschutz;

Aufgrund der Anweisung 79/409/E.W.G. des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wilden Vögel und insbesondere des Artikels 9, 1, c;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz und insbesondere der Artikel 6 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die Bevorratung während der nächsten Fangsaison zu genehmigen;

Aufgrund der Dringlichkeit,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** In diesem Erlass unter « der Minister » versteht man den Minister der Wallonischen Region zu dessen Zuständigkeitsbereich die Fangjagd gehört.

#### KAPITEL I. — Kontrolle der gehaltenen Vögel

**Art. 2. § 1.** Definition des Inventars der gehaltenen Vögel.

In der Wallonischen Region besteht das in Artikel 6, § 1, Absatz 2, des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz gemeinte Inventar aus einem Inventarheft, das regelmässig ergänzt wird und dessen Titelseite und dessen Seiten den Anlagen I und II dieses Erlasses entsprechen.

Mit Ausnahme des Titelseite sind die Seiten dieses Heftes durchgehend von 1 bis 60 nummeriert.

Diese Inventarhefte werden von Gruppierungen von Vogelliebhabern und Finkenhaltern, die gemäss Artikel 9 dieses Erlasses anerkannt sind, herausgegeben und den Vogelhaltern zur Verfügung gestellt.

Nach der Registrierung übergeben diese Gruppierungen ihren Mitgliedern und den Personen, die nicht Mitglied sind, diese Inventarhefte zu den gleichen Bedingungen. Sie dürfen nur den Selbstkostenwert des Inventarheftes erhöht um einen Betrag, der 20 % des Selbstkostenwertes nicht überschreitet, verlangen.

Die anerkannten Gruppierungen führen eine Liste der Personen, denen sie ein Inventarheft übergeben haben, und tragen die laufende Nummer des Inventarheftes in diese Liste ein.

Spätestens am 31. März eines jeden Jahres wird dem Hauptingenieur-Dienstleiter der Wasser- und Forstverwaltung des Bezirks, in dem die Betreffenden ihren Wohnsitz haben, eine Abschrift dieser Liste zugesandt.

Die Farbe des Inventarheftes ist rot, wenn es sich um Vögel handelt, die aufgrund der Bestimmungen dieses Erlasses mit einem geschlossenen Ring versehen sind, und grün für die Vögel, die mit einem offenen Ring versehen sind.

#### § 2. Verwendung der Inventarhefte.

1. Der Inhaber eines Inventarheftes muss für jeden Vogel eine neue Seite benutzen. Alle Angaben, die auf der Seite stehen, müssen vervollständigt werden. Für die Bezeichnung der Vögel dürfen nur die Namen verwendet werden, die in der Anlage 2 zum Königlichen Erlass vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz aufgeführt sind.

Der Abschnitt Nr. 1 muss immer im Besitz des ersten Eigentümers des Vogels bleiben.

Der Abschnitt Nr. 2 gilt als Eigentumsnachweis und als Bescheinigung für den Transport des Vogels; er muss den Vogel immer begleiten. Wenn Vögel ausgetauscht oder abgegeben werden, wird dieser Abschnitt dem neuen Eigentümer übergeben. Dieser füllt aufgrund der auf diesem Abschnitt enthaltenen Angaben ein neues Blatt in seinem Register aus und bewahrt den Abschnitt auf.

Der Abschnitt Nr. 3 wird in einer jährlichen Sendung und laut Anweisung der Gruppierung an die Gruppierung geschickt, die das Inventarheft ausgehändigt hat.

2. Die anerkannten Gruppierungen schicken der Zentralen Wasser- und Forstverwaltung jedes Jahr für den ersten Januar eine Übersichtstabelle je nach Art und nach Provinz der in Gefangenschaft geborenen Vögel.

Die Genauigkeit der erteilten Auskünfte kann unmittelbar von der Zentralen Wasser- und Forstverwaltung beim Sekretariat der anerkannten Gruppierungen überprüft werden.

3. Die Personen, die gemäss Artikel 24 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 mit der Aufsicht der Jagd beauftragt sind, sind speziell mit der Kontrolle der Inventarhefte beauftragt.

Sie versehen das Inventarheft mit einem Visum, wenn die durch die Regelung auferlegten Verpflichtungen eingehalten wurden. Wenn dies nicht der Fall ist, wird ein Protokoll aufgenommen.

**Art. 3.** Derjenige, der lebendige Vögel der in der Anlage 2 zum Königlichen Erlass vom 20. Juli 1972 aufgeführten Arten hält, muss sie gemäss den nachstehenden Modalitäten mit einem Ring versehen, der an das Bein angepasst ist.

Werden mit einem offenen Ring versehen : die Vögel, die aufgrund dieses Erlasses gefangen werden.

Werden mit einem geschlossenen Ring versehen : die Vögel, die in Gefangenschaft geboren sind. In diesem Fall muss der Ring um das Bein gesteckt werden, sobald die Kleinen das Nest verlassen.

Die Ringe müssen den in der Anlage III zu diesem Erlass vorgeschriebenen Normen entsprechen.

Die Ringe, die vor der Inkrafttretung dieses Erlasses ordnungsgemäss ausgehändigt und zum Beringen von Vögel benutzt wurden, bleiben gültig, bis die Vögel, die sie tragen, verschwunden sind.

Der Minister verteilt die offenen Ringe unter den vom ihm festgelegten Bedingungen. Die geschlossenen Ringe werden von einer vom Minister bezeichneten Firma geliefert.

Nach der Beringung des Vogels wird die Nummer des Ringes auf jedem Abschnitt der entsprechenden Seite des in Artikel 2 erwähnten Inventarheftes eingetragen.

Wenn ein Vögel, der in einem Inventarheft angegeben ist, eingeht oder freigelassen wird, wird der verwendete Ring vom Bein des Vogels entfernt und auf dem Abschnitt Nr. 2 an der angegebenen Stelle geklebt. Dieser Abschnitt wird dann in einer jährlichen Sendung und laut Anweisung der Gruppierung an die Gruppierung gesandt, die das Inventarheft ausgehändigt hat.

Spätestens für den 31. März eines jeden Jahres adressiert diese Gruppierung ihrerseits die Gesamtheit aller Abschnitte Nr. 2 sowie die diesbezüglichen Ringe an die Zentrale Wasser- und Forstverwaltung.

Art. 4. Nur die Personen, die seit mindestens fünf Jahren frei von jeglicher Verurteilung wegen eines Verstosses gegen die Bestimmungen des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 und des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz oder gegen die in Ausführung dieses Gesetzes und dieses Erlasses gefassten Erlasse sind, dürfen ein Inventarheft erhalten und Vögel halten.

Im Falle einer Verurteilung wegen Verwendung des sogenannten « japanischen » Netzes gelten diese Verbote jedoch auf Lebzeiten.

Die inhaber von Inventarheften verpflichten sich ebenfalls dazu, jegliche Kontrolle anzunehmen und das Verfahren, das erforderlich ist für die Durchführung der Kontrolle, zu erleichtern.

Im Falle der Verurteilung einer dieser Personen wegen eines Verstosses gegen die Gesetze und Regelungen betreffend den Vogelschutz, kommt Artikel 10 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz zur Anwendung.

Wenn der Inhaber eines Registers sich der Kontrolle widersetzt oder betrügerische Verfahren anwendet, um die mit der Kontrolle beauftragten Personen irrezuführen, kommen dieselben Bestimmungen zur Anwendung wie im Falle des Haltens von nicht zugelassenen Vögeln.

## KAPITEL II. — Beschränkte Bevorratung an Vögeln

Art. 5. Der Minister bestimmt jedes Jahr die Vogelarten, die gefangen werden dürfen. Er legt ebenfalls die Fangperiode fest, sowie die Anzahl offener Ringe, die jedem Fänger für die Fangsaison gegeben werden.

Art. 6. Die Personen, die sich an der Bevorratung beteiligen, müssen folgende Bedingungen erfüllen :

- ihren Wohnsitz in Belgien haben ;
- das einundzwanzigste Lebensjahr vollendet haben;
- frei von jeglicher Verurteilung wegen eines Anschlags auf Personen oder wegen Sachbeschädigung sein;
- seit mindestens fünf Jahren frei von jeglicher Verurteilung wegen Felddiebstahl oder wegen eines Jagdvergehens sein;
- Inhaber einer jährlichen Fanglizenz sein, so wie sie im nachstehenden Artikel definiert ist;
- Mitglied einer anerkannten Gruppierung sein.

Art. 7. 1. Eine jährliche und auf den Namen lautende Fanglizenz, die der Anlage V zu diesem Erlass entspricht, wird den Bevorratern, die sich darum bewerben, nach bestandener Prüfung von den anerkannten Gruppierungen ausgestellt. Der Minister legt die Bedingungen für die Gestaltung dieser Prüfung fest.

Die anerkannten Gruppierungen können jedoch denjenigen, die am 1. September 1982 das in Artikel 6, § 1, Absatz 2, des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz gemeinte Inventar besitzen und innerhalb der drei letzten Jahre ab der Inkrafttretung dieses Erlasses an mindestens einer Fangperiode aktiv teilgenommen haben ohne vorhergehende

Prüfung diese jährliche Lizenz ausstellen. Sollte eine Lizenz angefochten werden, so obliegt es den betreffenden Gruppierungen, den Beweis der Gültigkeit der ausgestellten Lizenz zu liefern. Der Verkaufspreis der Lizenz darf den Selbstkostenwert nicht um 20 % übersteigen.

2. Insgesamt dürfen jährlich für die gesamte Wallonische Region nicht mehr als 4300 Lizenzen ausgestellt werden.

Der Minister legt jedes Jahr auf der Grundlage der Anzahl der Ringlisten, von denen in Art. 8, § 2, dieses Erlasses die Rede ist, die Anzahl der Lizenzen fest, die jede anerkannte Gruppierung ausstellen darf.

Für die Fangsaison 1982 legt der Minister diese Anzahl jedoch erst nach Beratung mit den anerkannten Gruppierungen fest.

3. Die Lizenz muss jedesmal, wenn eine der gemäss Artikel 24 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 mit der Jagdaufsicht beauftragten Personen es verlangt, an Ort und Stelle vorgezeigt werden.

Art. 8. § 1. In Anwendung der Bestimmungen von Artikel 9 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 dürfen die Vögel der vom Minister bestimmten Arten unter folgenden Bedingungen und im Rahmen der in den Artikeln 5 und 6 vorgesehenen Bevorratung während der vom Minister festgelegten Bevorratungsperiode gefangen werden:

Die Vögel dürfen nur auf dem Boden und nur mit nicht-automatischen Käfigen gefangen werden. Unter « nicht-automatische Käfige » sind die Käfige zu verstehen, bei denen die Beteiligung des Menschen erforderlich ist, um das Fangen der Vögel zu ermöglichen, sowie die Käfige, in denen der Vogel erst infolge des Eingreifens des Menschen endgültig gefangen ist; der Mensch kann den Schliessmechanismus selbst betätigen.

Die Käfige müssen obligatorisch die Form eines rechteckigen Parallelipipeds haben und einem der vier nachstehenden Baumuster entsprechen :

1. Länge 100 cm × Breite 50 cm × Höhe 5 cm.
2. Länge 100 cm × Breite 50 cm × Höhe 10 cm.
3. Länge 60 cm × Breite 40 cm × Höhe 20 cm.
4. Länge 100 cm × Breite 38 cm × Höhe 13 cm.

Die Wände der Käfige dürfen aus Maschendraht, aus einem Drahtgeflecht, aus einem Gewebe aus synthetischen oder natürlichen Fasern usw. hergestellt sein, doch sie müssen mehr oder weniger flach und jede durch vier Kanten abgegrenzt sein.

In Abweichung von dem, was vorausgeht, und um den Vogel, der sich in dem durch eines der hier oben beschriebenen rechteckigen Parallelipipede gebildeten Fangvolumen befindet, nicht zu erschlagen, darf die bewegliche Oberwand — und nur sie — mit einem Beutel versehen sein, dessen Höhe — in der Mitte dieser Wand gemessen — die Horizontalebene, die durch die obere Ebene des Käfigs gebildet wird, nicht um 20 cm überschreiten darf.

Nur die Oberwand des Käfigs darf beweglich sein. In der durch diese Wand gebildeten Horizontalebene muss die Angel einen cm von der Mitte der Breite entfernt sein.

Die Käfige dürfen weder ganz noch teilweise in die Erde verlegt werden.

Die Köder dürfen in diese Käfige gelegt werden, doch sie dürfen nicht höher sein als die Horizontalebene, die durch die bewegliche Oberwand gebildet wird, wenn diese heruntergeklappt ist.

Eine Person darf nur vier Käfige auf dem Fanggelände haben. Diese vier Käfige darf sie nur an den Stellen aufstellen, die sie der Ortspolizei vor der Eröffnung der Bevorratungsperiode mittels einer einfachen schriftlichen Erklärung auf stempelfreiem Papier angegeben hat. Wenn die Fangstelle während der Periode

geändert wird, muss diese Änderung der Ortpolizei auf die gleiche Art und Weise und in den vierundzwanzig Stunden nach dieser Änderung mitgeteilt werden. Die schriftliche Genehmigung des Eigentümers oder des Bezugberechtigten des Geländes, auf dem Vögel gefangen werden, ist erforderlich. Der Vogelfänger muss diese Genehmigung haben.

Die Benutzung von Lockvögeln in Käfigen gleich welchen Formats ist erlaubt.

§ 2. Die gefangenen Vögel werden am Tag, an dem sie gefangen werden, bevor das Gelände verlassen wird und spätestens eine halbe Stunde nach Sonnenuntergang mit einem offenen Ring versehen, der den in Artikel 3 dieses Erlasses aufgeführten Bedingungen entspricht.

Ferner werden sie noch am selben Tag in eine Ringliste eingetragen, die dem in der Anlage IV dieses Erlasses wiedergegebenen Muster entspricht. Diese Ringliste wird ohne Zwischenraum und ohne Überschreibung ausgefüllt und sofort nach der Schließung der Bevorratungsperiode an die anerkannten Gruppierungen gesandt, die die Ringe ausgehändigt haben. Diese Gruppierungen schicken die Ringlisten vor dem 1. Januar des Jahres, das der Bevorratungsperiode folgt, an den Hauptingenieur-Dienstleiter der Wasser- und Forstverwaltung des Bezirks, in dem die Bevorrater ihren Wohnsitz haben.

Die nicht verwendeten Ringe werden ebenfalls durch die Gruppierungen an diesem Beamten zurückgeschickt. Den Ringlisten wird eine Übersichtstabelle beigelegt, die je nach Provinz aufgestellt ist und die Anzahl der von den Bevorratern der Gruppierung gefangenen Vögel je nach Art angibt.

Wenn ein gefangener Vogel eingeht oder freigelassen wird, wird der verwendete Ring vom Bein des Vogels genommen und in der letzten Spalte der Ringliste gegenüber den Angaben über seinen Fang geklebt.

Die gefangenen Vögel werden am selben Tag, an dem sie gefangen oder übergeben werden, in das in Artikel 2 dieses Erlasses Erwähnte Inventarheft eingetragen, und zwar entweder durch die Person, die sie gefangen hat oder durch die Personen, denen sie übergeben werden.

### KAPITEL III. — Anerkennung der Gruppierungen von Vogelliebhauern oder von Finkenhaltern

Art. 9. Der Minister kann Gruppierungen von Vogelliebhauern oder von Finkenhaltern anerkennen. Um anerkannt werden zu können, müssen diese Gruppierungen folgende Bedingungen erfüllen :

— Sie müssen Personen vereinigen, die sich mit dem Vogelhalten und der Vogelzucht oder mit der Beteiligung an Singwettbewerben für Finken befassen;

— Sie müssen eine Rechtspersönlichkeit haben;

— Sie müssen in mindestens drei Provinzen in der Wallonischen Region eine wirkliche Aktivität ausüben.

Die Anerkennung gilt für drei Jahre. Sie kann erneuert werden.

Wenn festgestellt wird, dass die Gruppierung Verstöße gegen die Regelung betreffend den Vogelschutz begeht, begehen lässt oder begünstigt, wird die Gruppierung nicht mehr anerkannt.

### KAPITEL IV. — Allgemeine Bestimmungen

Art. 10. Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden gemäss dem Jagdgesetz vom 28. Februar 1882 festgestellt, nachgewiesen, verfolgt und geahndet.

Art. 11. Der Ministerialerlass vom 17. September 1973 zur Regelung des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz ist nicht mehr anwendbar in der Wallonischen Region.

Art. 12. In Abweichung von Artikel 11 dürfen die in Artikel 1, § 1, des Ministerialerlasses vom 17. September 1973 erwähnten Register vorläufig noch bis zum 31. März 1983 anstelle der in Artikel 2, § 1, des vorliegenden Erlasses beschriebenen Inventarhefte verwendet werden.

Art. 13. Vorliegender Erlass tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 28. Juli 1982.

Für den abwesenden Minister-Präsident  
der Wallonischen Regionalexekutive,  
der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen  
beauftragt ist :

Der Minister der Wallonischen Region  
für das Wohnungswesen und die Datenverarbeitung,

A. BERTUILLE

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,  
der Raumordnung und des Forstwesens  
für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Anlage I

(Titelseite auf Papier des Formats A4 200g/m<sup>2</sup>)

HEFT FÜR DAS INVENTAR DER GEFANGENEN VÖGEL, DIE IN DER ANLAGE 2  
ZUM KÖNIGLICHEN ERLASS VOM 20. JULI 1972 ERWÄHNT SIND

AUSGEHÄNDIGT VON : .....

BESITZER DER VÖGEL : .....

LAUFENDE NUMMER DES INVENTARHEFTES .....

ÜBERPRÜFT VON

NAMEN .....				
EIGENSCHAFTEN .....				
UNTERSCHRIFTEN .....				
DATEN .....				

Gesehen und genehmigt, um dem Erlass der Exekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung für die Wallonische Region des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, beigelegt zu werden.

Für den abwesenden Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,  
der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen beauftragt ist :  
Der Minister der Wallonischen Region für das Wohnungswesen und die Datenverarbeitung,  
A. BERTOUILLE

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Fortswesens für die Wallonische Region,  
M. WATHELET

(Titelseite auf Papier des Formats A4 125g/m<sup>2</sup>)

**ABSCHNITT N° 1.**

VOGELART : .....  
 GEBOREN oder GEFANGEN AM : .....  
 TRÄGER DES RINGES : .....  
 IST IM BESITZ VON : .....  
 WURDE ABGEGEBEN AN : .....  
 DEN ..... 19 .....

UNTERSCHRIFTEN  
 Erster, der Zweiter,  
 BESITZER

VOGEL AM .....
EINGEGANGEN FREIGELASSEN
ABGEGEBEN
ABSCHNITT N° 3 AM .....
..... übermittelt

(Dieser Abschnitt muss immer im Besitz des ersten Eigentümers bleiben.)

**ABSCHNITT N° 2.**

VOGELART : .....  
 GEBOREN oder GEFANGEN AM : .....  
 TRÄGER DES RINGES : .....  
 IST IM BESITZ VON : .....  
 WURDE ABGEGEBEN AN : .....  
 DEN ..... 19 .....

UNTERSCHRIFTEN  
 Erster, der Zweiter,  
 BESITZER

VOGEL AM .....
EINGEGANGEN oder FREIGELASSEN
(unbrauchbar gewordener Ring)

(Dieser Abschnitt gilt als Eigentumsnachweis.)

**ABSCHNITT N° 3.**

VOGELART : .....  
 GEBOREN oder GEFANGEN AM : .....  
 TRÄGER DES RINGES : .....  
 IST IN BESITZ VON : .....  
 DEN ..... 19 .....

UNTERSCHRIFTEN  
 der  
 BESITZER

AM .....
VON .....
ERHALTENER VOGEL

(Nachdem dieser Abschnitt ausgefüllt ist, wird er der Gruppierung, die das Inventarheft ausgehändigt hat, zugestellt.)

Gesehen und genehmigt, um dem Erlass der Exekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung für die Wallonische Region des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, beigefügt zu werden.

Für den abwesenden Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,  
 der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen beauftragt ist :  
 Der Minister der Wallonischen Region für das Wohnungswesen und die Datenverarbeitung,

A. BERTOUILLE

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Fortswesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

## Anlage III

Eigenschaften, die die Ringe haben müssen, die um das Bein der Vögel gesteckt werden, die zu den in der Anlage 2 zum Königlichen Erlass vom 20. Juli 1972 erwähnten Arten gehören und die von Privatpersonen gehalten werden.

**A. Geschlossene Ringe :**

1. Die Ringe müssen so hergestellt sein, dass sie nicht durch physische oder chemische Mittel geändert werden können.

2. Die Ringe müssen zylindrisch sein, und die zwei Öffnungen müssen den gleichen Durchmesser haben.

3. Der Durchmesser eines jeden Ringes muss der Vogelart so angepasst werden, dass der Ring nicht um das Bein des ausgewachsenen Vogels dieser Art gesteckt werden kann, ohne das Bein zu verletzen.

4. Die Ringe müssen eloxiert sein.

5. Jeder Ring trägt eine zusammengesetzte Nummer, die mindestens die zwei letzten Ziffern der Zahl des Jahres angibt, in dem der Ring verwendet wird, sowie die Buchstaben zur Identifizierung der Gruppierung, die den Ring ausgehändigt hat, und eine Nummer einer ununterbrochenen Serie mit mindestens 4 Ziffern. Der erste Ring von jeder Serie trägt die Nummer 0001.

**B. Offene Ringe :**

1. Die Ringe müssen so hergestellt sein, dass sie, wenn sie einmal um das Bein des Vogels gesteckt und geschlossen sind, nicht mehr davon entfernt werden können, ohne kaputtzugehen oder das Bein des Vogels zu verletzen.

2. Der Durchmesser der Ringe in geschlossenem Zustand muss jeder Vogelart angepasst werden.

3. Jeder Ring trägt eine zusammengesetzte Nummer, die die zwei letzten Ziffern der Zahl des Jahres angibt, in dem der Ring ausgehändigt wird, und eine Nummer einer ununterbrochenen Serie mit mindestens vier Ziffern. Der erste Ring von jeder Serie trägt die Nummer 0001. Die vor dem 1. Januar 1976 von dem Minister der Landwirtschaft ausgeteilten Ringe bleiben jedoch gültig bis die Vögel, die diese Ringe am Bein tragen, verschwunden sind.

Gesehen und genehmigt, um dem Erlass der Exekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung für die Wallonische Region des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, beigelegt zu werden.

Für den abwesenden Minister-Präsident  
der Wallonischen Regionalexekutive,  
der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen  
beauftragt ist :

Des Minister der Wallonischen Region  
für das Wohnungswesen und die Datenverarbeitung,

A. BERTOUILLE

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,  
der Raumordnung und des Forstwesens  
für die Wallonischen Region,

M. WATHELET

## Anlage IV

(Ringliste)

Liste der Ringe der Vögel, die in der Anlage 2 zum Königlichen Erlass vom 20. Juli 1972 erwähnt sind

und durch den Unterzeichneten .....

..... (Name und Anschrift)

bezeichnet durch ..... (Name der Gruppierung)

gefangen wurden

Datum	Nummer des Rings	Vogelart	Geschlecht	Zugestellt an	Ring vernichtet
				Name den	

Ich erkläre, diese Liste richtig ausgefüllt zu haben (Unterschrift)

Der Gruppierung .....

am ..... zugestellt

Gesehen und genehmigt, um dem Erlass der Exekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung für die Wallonische Region des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, beigelegt zu werden.

Für den abwesenden Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,  
der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen beauftragt ist:

Der Minister der Wallonischen Region für das Wohnungswesen und die Datenverarbeitung,

A. BERTOUILLE

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Fortswesens für die Wallonische Region,

M. WATHLET

Anlage V  
—  
(Fanglizenz)

Lizenz für das Jahr	Siegel oder Stempel der Gruppierung	Laufende Nummer
Name des Inhabers :  Vorname :  Anschrift :	Unterschrift des Verantwortlichen der Gruppierung	Unterschrift des Inhabers

Eigenschaften : Format 21 mm × 14 mm

Gewicht : 160 gr/m<sup>2</sup>

Farbe : ändert von Jahr zu Jahr.

Gesehen und genehmigt, um dem Erlass der Exekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung für die Wallonische Region des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, beigelegt zu werden.

Für den abwesenden Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,  
der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen beauftragt ist :

Der Minister der Wallonischen Region für das Wohnungswesen und die Datenverarbeitung,

A. BERTOUILLE

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Fortswesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET



## VERTALING

## WAALSE GEWEST

N. 82 — 1424

28 JULI 1982. — Besluit van de Executieve waarbij het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, in het Waalse Gewest

## De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 31, gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 juli 1972;

Gelet op de Benelux-overeenkomst op het gebied van de jacht en de vogelbescherming, ondertekend te Brussel op 10 juni 1970 en goedgekeurd door de wet van 29 juli 1971;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, III, 5°;

Gelet op de beslissing M (72) 18 van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie, met betrekking tot de bescherming van de vogelstand, op 30 augustus 1972;

Gelet op het tweede besluit M (76) 15 van het Comité van de Benelux Economische Unie, met betrekking tot de bescherming van de vogels;

Gelet op de richtlijn 79/409 E.E.G. van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 betreffende de bescherming van wilde vogels, inzonderheid op artikel 9, 1, c;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, inzonderheid op artikelen 6 en 9;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd door het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende de noodzaak de bevoorrading in vogels tijdens de komende vangstperiode toe te staan;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

## Besluit :

Artikel 1. Onder « de Minister » wordt verstaan de Minister van het Waalse Gewest die de vogelvangst onder zijn bevoegdheden heeft.

## HOOFDSTUK I. — Controle der onder zich gehouden vogels

Art. 2. § 1. Bepaling van de inventaris van de onder zich gehouden vogels.

In het Waalse Gewest bestaat de inventaris bedoeld bij artikel 6, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, uit een inventarisboekje dat regelmatig bijgewerkt wordt en waarvan de omslag en de bladen gelijkvormig zijn aan de bijlagen I en II van onderhavig besluit.

Met uitzondering van de omslag worden de bladen van deze inventaris doorlopend genummerd van 1 tot 60.

Deze inventarissen worden uitgegeven en ter beschikking gesteld van de vogelhouders door de overeenkomstig de bepalingen van artikel 9 van dit besluit erkende groeperingen van vogelliefhebbers en vinkeniers.

Deze groeperingen leveren deze inventarissen na inschrijving af tegen dezelfde voorwaarden aan hun leden en aan niet aangesloten personen. Daarbij mogen zij alleen de kostprijs van het inventarisboekje en een bedrag van ten hoogste 20 pct. van de kostprijs vorderen.

De erkende groeperingen houden de lijst bij van de personen aan wie zij een inventaris afgeleverd hebben en vermelden het volgnummer van de inventaris op deze lijst.

Een afschrift van deze lijst wordt jaarlijks ten laatste op 31 maart overgezonden aan de eerstaanwezend ingenieur-hoofd van dienst van het Bestuur van Waters en Bossen van het district waarin deze personen wonen.

De kleur van de inventaris is rood voor de vogels die, op grond van de bepalingen van dit besluit, voorzien zijn van een gesloten voetring, en zij is groen voor de vogels die voorzien zijn van een open voetring.

## § 2. Gebruik van de inventarisboekjes.

1. De houder van een inventaris moet één blad per vogel gebruiken. Alle vermeldingen die op dit blad voorkomen, moeten worden aangevuld. Voor de aanduiding van de vogels mogen alleen de namen vermeld in bijlage 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 met betrekking tot de bescherming van vogels worden gebruikt.

Strook nr. 1 moet altijd in het bezit van de eerste eigenaar van de vogel blijven.

Strook nr. 2 geldt als eigendom- en vervoerbewijs van de vogel en moet deze altijd vergezellen. Bij het ruilen of afstaan van vogels wordt deze strook aan de nieuwe eigenaar overhandigd, die een nieuw blad van zijn register invult op grond van de gegevens van deze strook en deze bewaart.

Strook nr. 3 wordt overgezonden aan de groepering die de inventaris afgeleverd heeft, per jaarlijkse verzending en op aanwijzing van deze groepering.

2. Vóór 1 januari van ieder jaar maken de erkende groeperingen het Centraal Bestuur van Waters en Bossen een overzicht per soort en per provincie der in gevangenschap geboren vogels over.

De juistheid van de verstrekte inlichtingen mag rechtstreeks door het Centraal Bestuur van Waters en Bossen bij het secretariaat van de erkende groeperingen nagegaan worden.

3. De personen belast met het toezicht op de jacht op grond van artikel 24 van de jachtwet van 28 februari 1882 worden speciaal belast met het nazicht der inventarissen. Zij viseren de inventaris wanneer de door de reglementering opgelegde voorschriften vervuld zijn. In het tegengesteld geval wordt proces-verbaal opgesteld.

Art. 3. De houder van levende vogels, behorende tot de soorten vermeld in bijlage 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972, moet deze vogels voorzien van een aangepaste voetring volgens het hierna gemaakte onderscheid.

Worden voorzien van een open voetring : de volwassen vogels die op grond van dit besluit worden bemachtigd.

Worden voorzien van een gesloten ring : de vogels die in gevangenschap worden geboren. Voor deze vogels dienen de voetringen aan de poot bevestigd te worden zodra zij hun neest verlaten.

De ringen moeten beantwoorden aan de in bijlage III bij dit besluit voorgeschreven normen.

De ringen die op regelmatige wijze werden afgegeven en geplaatst aan de poot van de vogel vóór het van kracht worden van dit besluit blijven geldig totdat de vogel die ermee werd geringd, verdwenen is.

De open ringen worden verdeeld door de Minister onder de voorwaarden die hij bepaalt. De gesloten voetringen worden geleverd door een door de Minister aangeduide firma.

Na bevestiging van de ring aan de poot wordt het nummer van de ring ingeschreven op elke strook van het betreffende blad van de inventaris vermeld bij artikel 2.

Zo een vogel die in een inventaris werd ingeschreven, sterft of vrijgelaten wordt, dan wordt de gebruikte ring van de poot verwijderd en vastgehecht op de daartoe bestemde plaats van strook nr. 2. Deze strook wordt dan overgezonden aan de groepering per jaarlijkse verzending en op aanwijzing van deze groepering. Dan verzendt deze groepering het geheel van de stroken nr. 2 alsmede de betrokken ringen, globaal en vóór 31 maart van ieder jaar, aan het Centraal Bestuur van Waters en Bossen.

**Art. 4.** Een inventaris kan slechts worden bekomen en vogels mogen slechts worden gehouden door personen die, sinds minder dan vijf jaar, niet veroordeeld geweest zijn voor overtreding van de bepalingen van de jachtwet van 28 februari 1882 en van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels of van de besluiten genomen in uitvoering daarvan.

Nochtans zijn de hiervoor vermelde verboden voor het hele leven van toepassing in geval van veroordeling wegens gebruik van « mistnetten ».

De houders van inventarissen gaan eveneens de verbintenis aan om alle toezicht te aanvaarden en de verrichtingen te vergemakkelijken nodig voor de uitvoering daarvan.

Bij veroordeling van één van deze personen wegens overtreding van de wetten en reglementen betreffende de bescherming van vogels wordt artikel 10 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels toegepast.

Wanneer de houder van een inventaris zich tegen een controle verzet of bedrieglijke methodes gebruikt om de met toezicht belaste personen op een dwaalspoor te brengen, worden dezelfde bepalingen toegepast als bij het onder zich hebben van ongeoorloofde vogels.

#### HOOFDSTUK II. — Beperkte bevoorrading in vogels

**Art. 5.** De Minister bepaalt jaarlijks de soorten vogels die mogen worden bemachtigd, de vangstperiode evenals het aantal open ringen geleverd aan elke persoon voor de vangstperiode.

**Art. 6.** De personen die deelnemen aan de bevoorrading moeten voldoen aan volgende voorwaarden :

- in België wonen;
- de volle leeftijd van eenentwintig jaar bereikt hebben;
- geen veroordeling hebben opgelopen voor aanslag op personen of eigendommen;
- sinds minder dan vijf jaar, geen veroordeling hebben opgelopen voor diefstal van veldvruchten of jachtmisdrijf;

— houder zijn van een jaarlijkse vogelvangstvergunning zoals bepaald bij het volgende artikel;

— lid zijn van een erkende groepering.

**Art. 7. 1.** Een jaarlijkse en nominatieve vogelvangstvergunning gelijkvormig aan bijlage V van onderhavig besluit wordt uitgereikt aan de kandidaten-bevoorraders na het lukken van een examen waarvan de organisatorische voorwaarden door de Minister bepaald worden.

Deze jaarlijkse vergunning kan, zonder voorafgaandelijk examen, door de erkende groeperingen toegekend worden aan de houders, op 1 september 1982, van een inventaris bedoeld bij artikel 6, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, die actief deelgenomen hebben aan minstens één vogelvangstperiode tijdens de laatste 3 jaar te rekenen vanaf de invoeging van dit besluit. In geval van betwisting staat het de betrokken groeperingen vrij het bewijs van de geldigheid van de toegewezen vergunning te leveren. De koopprijs van de vergunning mag de kostprijs ervan met meer dan 20 pct. niet overschrijden.

2. Het totaal aantal vergunningen jaarlijks toegekend voor het geheel van het Waalse Gewest mag 4 300 niet overschrijden.

De Minister bepaalt jaarlijks het aantal vergunningen die door elke erkende groepering mogen toegekend worden op grond van het aantal ringlijsten bedoeld bij artikel 8, § 2, van dit besluit.

Voor de vangstperiode 1982 zal dat aantal door de Minister worden bepaald, na raadpleging van de erkende groeperingen.

3. De vergunning dient op de vangplaats vertoond te worden op alle navraag van de personen belast met het toezicht op de jacht overeenkomstig de bepalingen van artikel 24 van de jachtwet van 28 februari 1882.

**Art. 8. § 1.** In toepassing van de bepalingen van artikel 9 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 mogen vogels behorende tot de soorten bepaald door de Minister tijdens de door hem bepaalde bevoorradingperiode, onder de hierna vermelde voorwaarden worden gevangen in het raam van de in artikelen 5 en 6 bedoelde bevoorrading.

De vogels mogen alleen worden gevangen met niet-automatische kooien. Onder niet-automatische kooien wordt verstaan de kooien waarbij de tussenkomst van de mens vereist is om de vangst van vogels mogelijk te maken, evenals de kooien waar de vogel slechts definitief bemachtigd is na de tussenkomst van de mens; deze kan zelf het sluitmechanisme in werking stellen.

De verplichte kooien moeten de vorm van een recht parallellepipedum vertonen en overeenstemmen met één van de vier volgende modellen :

1. lengte 100 cm × breedte 50 cm × hoogte 5 cm;
2. lengte 100 cm × breedte 50 cm × hoogte 10 cm;
3. lengte 60 cm × breedte 40 cm × hoogte 20 cm;
4. lengte 100 cm × breedte 38 cm × hoogte 13 cm.

De wanden der kooien kunnen uit metaalgaas, traliewerk, weefsels met natuurlijke of synthetische vezels, enz., gemaakt zijn, maar die wanden moeten ongeveer platte vlakken vormen, elk begrensd door vier ribben.

In afwijking van wat hier voorafgaat en ten einde de vogel niet te bedwelmen, terwijl hij zich bevindt in de vangruimte gevormd door één der hierboven beschreven parallellepipedums, mag alleen de bovenste beweegbare zijde een heurs vertonen, waarvan de in het midden van deze zijde gemeten hoogte 20 cm niet mag overschrijden ten opzichte van het door de bovenste vlakke van de kooi gevormde horizontale plan.

Alleen de bovenste zijde van de kooi mag beweegbaar zijn. De as ervan dient geplaatst op één cm van het midden van de breedte in het door deze zijde gevormde horizontale plan.

De koolen mogen niet geheel of gedeeltelijk ingegraven worden.

Lokvoeder kan binnen deze koolen geplaatst worden; de hoogte ervan mag echter het horizontale plan gevormd door de bovenste beweegbare zijde, wanneer deze neergeslagen is, niet overschrijden.

Een persoon mag op de vangplaats slechts vier koolen bij zich hebben. Hij mag deze vier koolen slechts bezigen op één van de plaatsen die hij, vóór het begin van de bevoorradingsperiode, bij middel van een eenvoudige geschreven verklaring op gewoon papier, kenbaar gemaakt heeft aan de plaatselijke politie. In geval van verandering van vangplaats tijdens de bedoelde periode zal de wijziging, op dezelfde manier en binnen de 24 uur na de verandering, ter kennis van de plaatselijke politie gesteld worden. De schriftelijke toelating van de eigenaar van de vangplaats, of van zijn rechthebbende, is nodig. De vanger dient deze toelating bij zich te houden.

Het gebruik van lokvogels geplaatst in koolen van om het even welke afmetingen is geoorloofd.

§ 2. De gevangen vogels worden de dag zelf van de vangst, vóór de vangplaats te verlaten en ten laatste een half uur na zons-  
ondergang, voorzien van een voetring die voldoet aan de voorwaarden vermeld in artikel 3 van dit besluit.

Tevens worden zij dezelfde dag ingeschreven op een ringlijst die gelijkvormig is aan het in bijlage IV bij dit besluit vermelde model. Deze ringlijst wordt ingevuld zonder tussenruimte of doorhaling, teruggezonden onmiddellijk na het einde van de bevoorradingsperiode aan de erkende groeperingen die de ringen afgegeven hebben. Deze groeperingen zenden de ringlijsten, vóór 1 januari van het jaar volgend op het jaar van de bevoorrading, aan de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst van het Bestuur van Waters en Bossen van het district waarin de bevoorraders wonen. De niet gebruikte ringen worden eveneens teruggestuurd door de groeperingen aan deze ambtenaar.

Aan de ringlijst wordt, per provincie, een overzicht toegevoegd van het aantal vogels van elke oort dat werd bemachtigd door de bevoorraders van de groepering.

Zo de gevangen vogel sterft of vrijgelaten wordt, dan wordt de gebruikte ring van de poot verwijderd en vastgehecht in de laatste kolom van de ringlijst, tegenover de aanduidingen over zijn vangst.

De gevangen vogels worden, door de persoon die ze vangt of door de persoon aan wie hij ze overhandigt, de dag zelf van de vangst of de overhandiging ingeschreven in de inventaris bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

### HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de groeperingen van vogelliefhebbers of vinkeniers*

Art. 9. De Minister kan groeperingen van vogelliefhebbers of vinkeniers erkennen. Om in aanmerking te komen voor erkenning moeten deze groeperingen voldoen aan volgende voorwaarden :

- personen groeperen die zich bezighouden met het houden en het kweken van vogels of met het deelnemen aan zangwedstrijden voor vinken;
- rechtspersoonlijkheid bezitten;
- actief zijn in ten minste drie provincies van het Waalse Gewest.

De erkenning is geldig voor drie jaar. Zij kan worden hernieuwd.

Zo vastgesteld wordt dat de vereniging inbreuken op de reglementering betreffende de bescherming van vogels pleegt, doet plegen of bevordert, dan wordt de erkenning ingetrokken.

### HOOFDSTUK IV. — *Algemene bepalingen*

Art. 10. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden vastgesteld, bewezen, vervolgd en gestraft overeenkomstig de jachtwet van 28 februari 1882.

Art. 11. Het ministerieel besluit van 17 september 1973 waarbij het houden en ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels wordt opgeheven, in het Waalse Gewest.

Art. 12. In afwijking van het bepaalde in artikel 11 en, ten tijdelijke titel, tot 31 maart 1983 mogen de registers bedoeld bij artikel 1, § 1, van het ministerieel besluit van 17 september 1973 in plaats van de bij artikel 2, § 1, van dit besluit beschreven inventarissen gebruikt worden.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 28 juli 1982.

Voor de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve  
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen, afwezig :

De Minister van het Waalse Gewest  
voor Huisvesting en Informatica,

A. BERTOUILLE

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,  
de Ruimtelijke Ordening en het Bos  
voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

Bijlage 1

(omslag uit papier van het formaat A4 200g/m<sup>2</sup>)

**INVENTARIS VAN VOGELS BEDOELD IN BIJLAGE 2  
VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 20 JULI 1972**

AFGELEVERD DOOR : .....

EIGENAAR VAN DE VOGELS : .....

VOLGNUMMER VAN DE INVENTARIS .....

NAGEZIEN DOOR

NAMEN .....				
HOEDANIGHEDEN				
HANDTEKENINGEN				
DATA .....				

Gezien en goedgekeurd om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van 28 juli 1982 waarbij het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels in het Waalse Gewest.

Voor de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen, afwezig :  
De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Informatica,  
**A. BERTOUILLE**

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s, van de Ruimtelijke Ordening en van het Bos voor het Waalse Gewest,  
**M. WATHELET**



## Bijlage III

Kenmerken waaraan de ringen moeten voldoen die aangebracht worden aan de poot van vogels die behoren tot de soorten vermeld in bijlage 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 en die onder zich worden gehouden.

**A. Gesloten voetringen :**

1. De ringen moeten derwijze worden vervaardigd dat zij noch langs fysische noch langs chemische weg kunnen veranderd worden.

2. De ringen moeten cilindervormig zijn en de beide openingen ervan moeten dezelfde diameter bezitten.

3. De diameter van de ringen moet aangepast zijn aan de vogelsoort, derwijze dat de ring niet aan de poot van volwassen exemplaren van deze soort kan worden bevestigd zonder de poot te kwetsen.

4. De ringen moeten geanodiseerd zijn.

5. Elke ring draagt een samengesteld nummer tenminste bestaande uit de laatste twee cijfers van het jaartal waarin de ring wordt gebruikt, de kenletters van de groepering die de ring geleverd heeft en een nummer uit een doorlopende reeks bestaande uit ten minste vier cijfers. De eerste ring van elke reeks draagt het nr. 0001.

**B. Open'voetringen :**

1. De ringen moeten derwijze worden vervaardigd dat zij, nadat zij eenmaal gesloten werden rond de poot van een vogel, daarvan niet meer kunnen worden verwijderd zonder te breken of de poot van de vogel te kwetsen.

2. De diameter van de ringen na sluiting moet aangepast zijn aan de vogelsoort.

3. Elke ring draagt een samengesteld nummer bestaand uit de laatste twee cijfers van het jaartal waarin de ring wordt uitgedeeld en een nummer uit een doorlopende reeks bestaande uit ten minste vier cijfers. De eerste ring van elke reeks draagt het nummer 0001.

De ringen die door de Minister worden verdeeld vóór 1 januari 1976 blijven echter geldig totdat de vogels die ermee geringd werden, verdwenen zijn.

Gezien en goedgekeurd om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van 28 juli 1982 waarbij het houden en het rullen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, in het Waalse Gewest.

Voor de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve  
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen, afwezig :

De Minister van het Waalse Gewest  
voor Huisvesting en Informatica,

A. BERTOUILLE

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s,  
de Ruimtelijke Ordening en het Bos  
voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

## Bijlage IV

(Ringlijst)

Ringlijst van de vogels vermeld in bijlage 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972

en gevangen door ondergetekende .....

..... (naam en adres)

aangeduid .....

..... (naam van de groepering)

Datum	Ringnummer	Soort	Geslacht	Overgemaakt aan	Vernietigde ring
				Naam op	

Ik verklaar deze lijst op juiste wijze te hebben ingevuld (handtekening)

.....

Verstuurd naar de groepering ....., de .....

Gezien en goedgekeurd om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van 28 juli 1982 waarbij het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels in het Waalse Gewest.

Voor de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen, afwezig :

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Informatica,

A. BERTOUILLE

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s, van de Ruimtelijke Ordening en van het Bos voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

## Bijlage V

(vangstvergunning)

Vergunning jaar	Kenletter of stempel van de groepering	Volnummer
Naam van de houder :  Voornaam :  Adres :	Handtekening van de verantwoordelijke van de groepering	Handtekening van de titularis

**Kenmerken** : formaat 21 mm × 14 mmgewicht : 160 gr/m<sup>2</sup>

kleur : afwisselend elk jaar.

Gezien en goedgekeurd om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van 28 juli 1982 waarbij het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels in het Waalse Gewest.

Voor de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen, afwezig :

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Informatica,

A. BERTOUILLE

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s, van de Ruimtelijke Ordening en van het Bos voor het Waalse Gewest.

M. WATHELET